

**POUR UN FINANCEMENT UNIVERSITAIRE ÉQUITABLE :
LA RELÈVE DOIT AUSSI FAIRE SA PART**

Alexandre Doire est président de la Jeune Chambre de commerce de Montréal (JCCM) et conseiller chez KORN/FERRY INTERNATIONAL. La JCCM compte plus de 1 600 membres et a pour mission de favoriser le développement professionnel et personnel des jeunes gens d'affaires de Montréal, de promouvoir leurs intérêts et de contribuer à l'essor du milieu dans lequel ils évoluent.

Dans la foulée du dépôt du prochain budget du Québec, plusieurs organisations étudiantes, syndicales et citoyennes planifient de contester certaines des mesures qui y seront inscrites, notamment par l'organisation d'une manifestation nationale qui aura lieu le 12 mars prochain à Montréal. À cette occasion, ces groupes réclameront à nouveau l'abandon de la hausse des frais de scolarité initiée par le gouvernement provincial.

Chose certaine, il faut agir sans tarder afin d'accroître le financement universitaire. Actuellement, la qualité de la formation universitaire offerte aux étudiants au Québec est mise en péril par un problème chronique de sous-financement. Compte tenu des impacts bénéfiques d'un système universitaire performant et bien financé sur la relève québécoise et le développement de ses talents dans l'économie du savoir du 21^e siècle, il est essentiel que nous nous attaquions, en priorité, à ce problème. Mais, pour y arriver, c'est à nous tous, y compris aux étudiants, de mettre l'épaule à la roue.

En effet, pour parvenir à redresser de façon urgente et importante la situation financière de nos universités, il est impératif que les joueurs clés de tous les secteurs soient mis à contribution. Il existe d'ailleurs déjà quelques pistes de solutions à la fois progressives, pragmatiques et responsables qui méritent d'être explorées, dans l'objectif d'atteindre un tel résultat.

L'État québécois assume actuellement 68% des coûts de fonctionnement des universités (contre 53% dans le reste du Canada) et attribue 70% de son budget global aux secteurs névralgiques que sont l'éducation et la santé. Demander au gouvernement de s'engager à plus haute mesure dans le financement de l'enseignement universitaire devient donc difficile, voire irréaliste. Toutefois, si l'on souhaite véritablement enrayer le problème du sous-financement universitaire, le niveau de financement actuel provenant du gouvernement devra être maintenu, tout en étant combiné à l'implantation de nouvelles mesures.

Dans ce contexte, il est impératif que les étudiants acceptent de faire partie de la solution en appuyant, par exemple, un déplafonnement modulé des frais de scolarité selon le secteur et le niveau d'études et ce, afin de mieux refléter les coûts de formation et les rendements variables de l'investissement en éducation universitaire.

Pour pallier à cette nouvelle réalité choc pour nos étudiants québécois, le gouvernement n'aura d'autre choix que de maintenir l'accessibilité-aux études universitaires, notamment en augmentant les montants investis en aide financière aux études à la hauteur de la contribution étudiante additionnelle. À défaut de pouvoir investir davantage dans le financement direct du système universitaire québécois, la mise en place par le gouvernement d'un régime de remboursement annuel obligatoire des prêts étudiants proportionnel aux revenus gagnés, amortirait au moins les risques financiers encourus par les nouveaux diplômés à leur entrée sur le marché du travail.

En contrepartie de l'effort considérable des étudiants, les universités ont quant à elles la responsabilité de s'assurer que les sommes perçues soient bien administrées. Ainsi, la mise en place et le suivi rigoureux d'indicateurs de performance, basés sur des données mesurables et évolutives, comparables à ceux des meilleures institutions universitaires de la planète, deviennent essentiels. De paire avec une gestion transparente et une rigueur décisionnelle irréprochable, ces mesures permettront à nos universités ainsi qu'à leurs ambassadeurs de devenir un exemple à suivre du secteur public, tout en démontrant l'excellence de la réussite académique.

Enfin, nous oublions trop souvent qu'une participation active des entreprises québécoises dans le financement de nos universités est incontournable. Les partenariats possibles entre le Québec inc. et le milieu universitaire sont en effet innombrables. En matière d'innovation, la recette du succès est peut-être plus simple qu'on ne le penserait. En effet, alors que la recherche et développement est souvent financièrement inaccessible pour plusieurs petites et moyennes entreprises québécoises, les universités possèdent quant à elles des infrastructures sophistiquées de recherche. En permettant aux entreprises d'y accéder à moindre frais, les universités, tout en percevant des contributions financières non négligeables, offriraient aux moteurs de l'économie québécoise que sont les PME de profiter d'économies d'échelle. Ce type de partenariat permettrait notamment aux universités de conserver leur indépendance en matière de recherche, tout en soutenant la croissance d'entreprises québécoises.

En ajoutant à cette possible collaboration la mise en place de nouveaux incitatifs fiscaux servant à encourager les dons d'entreprises de toutes tailles à l'endroit des institutions universitaires, le Québec pourrait profiter des bienfaits du renforcement d'une culture philanthropique comparable à celle de ses voisins du Canada anglais et des États-Unis.

Le Québec de demain sera à l'image de ses universités d'aujourd'hui. En ce sens, nous devons nous empresser de faire du milieu universitaire québécois (et, surtout, de sa santé financière), l'envie du monde entier. Mais, ce ne seront pas les efforts isolés de l'un ou la contribution ponctuelle d'un autre qui nous permettront d'y arriver. Pour véritablement progresser, tous les acteurs en jeu, soit le gouvernement, les universités, les entreprises, et la relève elle-même, devront accepter de faire leur part, en ayant le courage de prendre des décisions garantes d'un meilleur avenir pour le Québec.